

Le Monde

DIMANCHE 24 - LUNDI 25 JUILLET 2016

## ÉCONOMIE &amp; ENTREPRISE | 9

## Brexit : Amsterdam veut attirer les firmes de la City

Discrètement, les Pays-Bas multiplient les actions pour séduire les entreprises financières basées à Londres

BRUXELLES - correspondant

**A** cause du Brexit, les Pays-Bas ont perdu l'un de leurs meilleurs alliés dans l'Union européenne et ils s'inquiètent de l'avenir de leurs relations avec cet important partenaire commercial. De manière plus discrète que Paris ou Francfort, et avec d'autres arguments que Luxembourg ou Dublin, Amsterdam compte toutefois bénéficier du retrait du Royaume-Uni en organisant le transfert d'entreprises de Londres vers son centre d'affaires. Certaines auraient déjà décidé de traverser la mer du Nord, affirme le département économie de la capitale.

Il s'agirait surtout d'entreprises asiatiques actives dans le secteur financier, disposant d'une implantation européenne dans la capitale du Royaume-Uni. Elles seraient désireuses d'échapper aux « années d'incertitude politique » que va engendrer le Brexit, dit-on à la mairie d'Amsterdam. Les investisseurs, chinois notamment, réclament une stabilité à long terme en matière fiscale, de réglementation du travail et de taux de change, soulignent diverses sources aux Pays-Bas. On noterait déjà un accroissement des investissements dans l'immobilier néerlandais, des opérateurs asiatiques ayant délaissé Londres après le recul de la livre sterling au lendemain du vote pro-Brexit.

René Buck évoque un sentiment identique du côté d'entreprises

**Les investisseurs, notamment chinois, désirent une stabilité à long terme en matière fiscale et réglementaire**

américaines. Ce consultant, interrogé par le quotidien *De Volkskrant*, a sondé les dirigeants de firmes implantées à Londres. Un tiers d'entre elles « envisagent » un déménagement et une sur huit le juge « vraisemblable », indique M. Buck. Des secteurs réputés « flexibles » seraient surtout concernés : la logistique, le domaine médical et pharmaceutique, la mode et l'habillement, tous soumis aux directives européennes et considérant que leur situation sera plus simple s'ils s'installent dans un pays membre de l'Union.

**Easyjet tenté de s'expatrier**

M. Buck affirme que 61 % des sociétés qu'il a consultées opteraient de préférence pour la capitale néerlandaise, proche d'un grand hub aérien (Schiphol), multilingue et bénéficiant d'un environnement fiscal très favorable aux entreprises. Beaucoup plus, peut-être, que celui qui serait le leur à Londres demain, si les autorités devaient décider d'augmenter l'impôt des sociétés pour compenser le coût du Brexit. Amster-

dam dispose, en outre, d'un important réservoir de bureaux vacants, et la législation sur le travail est plus souple que celle de l'Allemagne ou de la France. « *Et puis, chez nous, il y a peu de grèves* », insiste-t-on du côté de l'organisation patronale VNO-NCW.

La compagnie britannique Easyjet, deuxième en Europe pour le nombre de passagers transportés, aurait, en tout cas, décidé d'acquiescer une licence européenne pour préserver son accès au marché des Vingt-Sept, et elle songerait à déplacer son centre névralgique, affirmant des sources néerlandaises. A Londres, la compagnie dément, mais, aux Pays-Bas, ses représentants sont évasifs.

Les autorités néerlandaises se montrent très discrètes sur leur

stratégie pour attirer des entreprises, afin de ne pas froisser Londres. Officiellement, la ville d'Amsterdam, où se développe depuis quelques années un projet de « hub digital » de premier plan, dit se concentrer sur des actions ciblées et sur certaines « niches », comme la haute technologie, les banques de compensation ou les transactions financières à haute fréquence, spécialités très lucratives de la City. Des entreprises néerlandaises, dont Flow Traders et Optiver, comptent d'ailleurs parmi les leaders mondiaux du trading électronique, ces systèmes de transmission automatisés des ordres sur les marchés financiers, à l'aide d'algorithmes.

Les efforts déployés par Amsterdam pour drainer quelques mil-

liers d'acteurs de la finance mondiale risquent toutefois de se heurter à deux obstacles. D'abord, l'incertitude politique qui règne aux Pays-Bas, où le parti qui a les faveurs de l'opinion prône un... « Next » : le Parti pour la liberté, la formation d'extrême droite dirigée par Geert Wilders, réclame que le royaume quitte l'Union européenne et abandonne la monnaie unique.

Autre difficulté pour la mairie d'Amsterdam, où la gauche et le centre gauche possèdent trente-six sièges sur quarante-cinq : les règles sévères édictées après la crise financière. Les banques font désormais l'objet d'une surveillance étroite, et les bonus des employés et dirigeants ont été

plafonnés à 20 % du salaire. « *Cela va limiter l'attractivité d'Amsterdam aux yeux des financiers et donner l'impression d'un sentiment politique négatif* », a expliqué à l'agence Bloomberg Arnold Boot, professeur d'économie et de finances à l'université d'Amsterdam.

Jeroen Dijsselbloem, ministre des finances social-démocrate et président de l'Eurogroupe, maintient quant à lui que « *la culture des bonus ne cadre pas avec la mentalité néerlandaise* ». La ville tente donc de faire oublier ce sujet : « *Les gens qui veulent venir à Amsterdam pensent d'abord au marché européen, à la passerelle vers l'Europe* », souligne-t-on à la mairie. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

## Les patrons français goûtent à l'esprit de compétition londonien

**LA TOUR DE LONDRES** est enveloppée d'une blancheur molle. La pluie et le Brexit menacent. Mais, depuis le dernier étage de l'immeuble de verre où ils sont reçus, une cinquantaine de membres du Medef s'extasient devant la Tamise et les gratte-ciel qui la bordent. « *Je suis ébloui par ce que j'ai vu à Londres* », confie Pierre Gattaz. Le président du Medef, en visite dans la capitale britannique pour quarante-huit heures, sort d'une rencontre avec l'adjoint au maire de la capitale chargé des affaires économiques.

Rajesh Agrawal, 39 ans, est arrivé au Royaume-Uni en 2001 et y a bâti sa fortune. Ce self-made-man indien est bluffant de sérénité. « *Londres est et restera la ville la plus attractive au monde pour faire du business.*

*Toutes les entreprises avec lesquelles j'ai été en contact depuis trois semaines en sont convaincues* », affirme l'homme d'affaires nommé par le maire de Londres après le référendum sur le Brexit pour calmer les nerfs de la City. Le bras droit de Sadiq Khan part du principe que le Royaume-Uni conservera son accès au marché unique, y compris au marché des services financiers. M. Agrawal est aussi persuadé que les citoyens européens, « *dont la contribution à la ville de Londres est fantastique* », pourront continuer de travailler outre-Manche.

En réalité, les négociations entre Londres et les Vingt-Sept n'ont pas débuté et, selon Andrew Likierman, le doyen de la London School of Business, « *personne ne sait ce qu'il*

*va se passer, y compris au sein du gouvernement* ». A cela s'ajoute le risque que l'économie britannique ne subisse un trou d'air, comme le laisse entrevoir un premier rapport d'activité publié vendredi 22 juillet.

Face aux patrons du Medef, les représentants de la mairie, du gouvernement et des milieux d'affaires ont rivalisé de pragmatisme, voire d'arrogance. « *Nous sommes confrontés à un message de compétition renforcée* », résume M. Gattaz au terme de la visite. « *La France doit passer à l'attaque dans un esprit de compétition (...) mais nous devons nous rendre attractifs* », préconise le président du Medef, qui appelle à une « *simplification du marché du travail français* ». - (Londres, intérim) ■

PUBLICITÉ

## DEFENDRE L'ORDRE CONSTITUTIONNEL DEMOCRATIQUE EN TURQUIE

Dans la nuit du 15 juillet, un groupe d'officiers rebelles de l'armée turque a tenté d'imposer sa volonté aux citoyens de notre République par un coup d'Etat. Ils ont échoué grâce à la mobilisation de l'ensemble de la société turque : leaders politiques, institutions, société civile. Tous ont exprimé leur refus de voir porter atteinte aux institutions et à l'ordre constitutionnel et leur attachement aux principes de l'Etat de droit, des libertés fondamentales et des droits de l'homme.

**La position commune de tous les partis politiques** au sein de la Grande Assemblée nationale de Turquie contre cette intervention a résonné dans toutes les couches de la

société. Nous avons vu qu'en dépit des différences, le compromis est possible s'il se fait dans la démocratie et la paix.

**Les atteintes à la démocratie** ne peuvent être évitées qu'en améliorant davantage les standards démocratiques et en renforçant l'Etat de droit. En engageant les négociations d'adhésion à l'UE en 2005, la Turquie a prouvé qu'elle s'inscrivait dans cette tendance. Les standards démocratiques de l'UE et le processus d'adhésion ont été parmi les leviers les plus efficaces de l'affermissement de la démocratie et de la compétitivité mondiale de la Turquie.

**Aujourd'hui, la Turquie est la 18<sup>ème</sup> économie mondiale**, parfaitement intégrée dans le marché global. Au-delà de l'Europe, la Turquie est un membre incontournable de la communauté transatlantique, d'un point de vue économique, politique et institutionnel.

**Malgré la crise économique mondiale** et l'augmentation des risques géopolitiques, l'économie turque a fait montre de résilience. La Turquie a accueilli 3 millions de réfugiés et, avec une population jeune et dynamique, a maintenu une croissance relativement forte et durable. La discipline budgétaire et la solidité du secteur bancaire sont, et continueront d'être, les éléments fondamentaux de la stabilité économique de la Turquie. Les règles et les institutions de l'économie de marché continueront d'être les piliers principaux d'une économie turque compétitive.

**La Turquie a clairement donné les preuves de la force de son engagement pour la démocratie. Nous sommes confiants dans sa capacité à continuer à démontrer la résilience de sa démocratie et son engagement en faveur de l'Etat de droit. La TÜSIAD est et continuera d'être un fervent défenseur de ces principes et valeurs universels.**

L'Association des industries et des entreprises de Turquie (TÜSIAD) a été fondée en 1971 en tant qu'organisation non gouvernementale, à but non lucratif, représentant le secteur privé. La TÜSIAD représente 85% du volume total du commerce extérieur de la Turquie (hors énergie), environ 50% de l'emploi du secteur privé et 80% des impôts sur les sociétés. La TÜSIAD joue un rôle essentiel dans l'économie turque et elle est membre de BusinessEurope, du BIAC de l'OCDE et du B-20.

Contact: kaleagasi@tusiad.org // bsolmaz@tusiad.org

TUSIAD